



Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers

Rue de la Cité Chardy - B.P. :2271/ 2272 Douala - Cameroun

Tél. : (237) 233 40 54 45 - 233 40 38 32

233 40 22 07 - 233 40 21 87

233 40 37 41 - 233 40 63 42

Fax : (237) 233 40 47 96

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0.3 /AONO/DG/DOHSE/SDSS/CIPM-SCDP/2026 DU 06 MARS 2026 RELATIF
AUX PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE DES
ACCES DES SITES ET DEPOTS DE LA SOCIETE CAMEROUNAISE DES DEPOTS
PETROLIERS (SCDP).

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT SCDP 2026 et 2027

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la sûreté/sécurité des installations, le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) lance, pour le compte de cet organisme un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) relatif aux Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des sites et dépôts de la SCDP pour les exercices 2026 et 2027.

2. Consistance des prestations

La consistance des Prestations à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres est décrite conformément aux Termes de Référence (TDR) ci-joints.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de vingt-quatre (24) mois pour chaque lot, soit douze (12) mois pour la tranche ferme, et de douze (12) mois pour la tranche conditionnelle.

4. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont subdivisées en deux (02) lots tel que détaillé ci-après :

N° LOT	DESIGNATION
1	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des domiciles, Sites et Dépôts de Douala pour les années 2026 et 2027
2	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des sites et Dépôts de Yaoundé, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundéré, Garoua et Maroua pour les années 2026 et 2027

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la Prestation pour les deux exercices à l'issue des études préalables est de quatre cent soixante-quinze millions six cent soixante-quatre mille quatre cents Toutes Taxes Comprises (475 664 400 FCFA) TTC, réparti par lot ainsi qu'il suit :

31



N° LOT	DESIGNATION	Cout prévisionnel TTC (en FCFA)
1	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des domiciles, sites et Dépôts de Douala pour les années 2026 et 2027	277 041 600
2	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des sites et Dépôts de Yaoundé, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundéré, Garoua et Maroua pour les années 2026 et 2027	198 622 800

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises citoyennes de Droit camerounais installées au Cameroun, justifiant des compétences dans les domaines relatifs à l'objet.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de fonctionnement de la SCDP des exercices 2026 et 2027 sur la ligne budgétaire FOCD.

8. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère en charge des finances dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres d'un montant par lot :

N° LOT	DESIGNATION	Montant de caution de soumission (en FCFA)
1	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des domiciles, sites et Dépôts de Douala pour les années 2026 et 2027	6 000 000
2	Prestations de gardiennage, de surveillance et de contrôle des accès des sites et Dépôts de Yaoundé, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundéré, Garoua et Maroua pour les années 2026 et 2027	4 000 000

Elle devra comporter une mention manuscrite engageant solidairement ledit établissement conformément à l'article 14 de l'Acte Uniforme OHADA révisé portant organisation des sûretés.

S'agissant des PME à capitaux et dirigeants nationaux, la caution de soumission peut être remplacée par une hypothèque légale.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres



Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dans les bureaux de la Direction des Affaires Générales (Service des Appels d'Offres et des Contrats) sise au troisième étage de l'Ancien Immeuble Siège de la SCDP, Tel : (+237) 233 40 54 45, Poste 12060 ou +(237) 696 85 40 15/670 53 06 96, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres.

Ledit Dossier d'Appel d'Offres peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP : www.armp.cm, au niveau de la plateforme COLEPS du MINMAP.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès de la Direction des Affaires Générales (Service des Appels d'Offres et des Contrats) sise au troisième étage de l'Ancien Immeuble Siège de la SCDP, B.P : 2271 Tél (+237) 233 40 54 45, Poste 12060 ou (+237) 696 85 40 15/670 53 06 96/ Fax (+237) 233 40 47 96 dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille francs CFA (150 000 FCFA) payable dans le compte N° 33598800001-89 intitulé «Compte Spécial CAS-ARMP» ouvert dans les Agences BICEC des chefs-lieux de Régions et des villes de Limbe et Dschang.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les différentes pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Tout dossier administratif incomplet, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclaré non-conforme et un délai de quarante-huit (48) heures sera accordé au(x) soumissionnaire(s) à l'effet de produire la/(les) pièce(s) concernée(s).

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé entraînera un rejet pur et simple de l'offre.

En cas de groupement d'entreprises, celui exigé dans le cadre du présent Appel d'Offres est de type solidaire. Chaque membre du groupement devra produire son dossier administratif complet. Toutefois, l'attestation de domiciliation bancaire, la caution de soumission, le reçu d'achat du DAO, la preuve de la capacité financière seront produits uniquement par le mandataire du groupement.

12. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, marquées comme telles et conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra être déposée sous pli fermé ne comportant aucune



indication sur l'identité du soumissionnaire contre décharge au plus tard 24 MARS 2026 à 11 h00min, heure locale à la Direction des Affaires Générales (Service des Appels d'Offres et des Contrats) sise au troisième étage de l'Ancien Immeuble Siège de la SCDP, B.P : 2271 Tél (+237) 233 40 54 45 Poste 12060 ou +(237) 696 85 40 15/ 670 53 06 96 avec la mention:

« N° 03 DOSSIER APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT /AONO/DG/DQHSE/SDSS/CIPM-SCDP/2026 RELATIF AUX PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE DES ACCES DES SITES ET DEPOTS DE LA SOCIETE CAMEROUNAISE DES DEPOTS PETROLIERS (SCDP).

« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

NB : Le soumissionnaire devra joindre en supplément desdites enveloppes, une (01) clé USB contenant le BPU et le DQE chiffrés en version Excel et PDF.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps :

- a) L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques interviendra dans un premier temps le 24 MARS 2026 à 12h précises heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) de la SCDP au Siège à Douala en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.
- b) Dans un second temps, l'ouverture des offres financières aura lieu après l'adoption par la CIPM du rapport d'analyse des offres techniques et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale de 80 points /100.

14. Critères d'évaluation

14.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels.

Il s'agit notamment :

❖ Dossier administratif

- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Absence de la Caution de soumission dans les plis à l'ouverture des offres ;
- Pièce administrative absente ou non conforme à l'ouverture des Offres et non régularisée dans le délai accordé par la Commission à cet effet ;
- Absence d'agrément à l'activité de gardiennage en cours de validité et certifié par l'Autorité compétente ;
- Absence d'une attestation de visite des sites délivrée par les Chefs des Dépôts ou par les Responsables des sites concernés.



- Soumissionnaire non assujetti au Régime d'Imposition du Réel.

❖ Offre technique

- Non-obtention de 80 % des critères essentiels, soit la non-validation de quatre (04) critères essentiels sur cinq (05) sur la base d'une évaluation à points ;
- Absence de preuve de la capacité financière ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales.

❖ Offre financière

- Non-conformité de chacune des pièces suivantes aux modèles prescrits par le DAO :
 - Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Devis Quantitatif et Estimatif (DOE) ;
 - Cadre des Sous-Détails des Prix Unitaires (SDPU) ;
- Absence de la lettre de soumission financière signée et timbrée à l'ouverture des Offres et non régularisée dans le délai accordé par la Commission à cet effet ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié.

14.2. Critères essentiels

N°	CRITERES	POINTS
I	Présentation de l'offre	05
II	Références du Prestataire	30
III	Qualification du Personnel	45
IV	Moyens logistiques	15
V	Preuve de la Capacité financière d'un montant de FCFA 85 000 000 pour le Lot 1 et FCFA 60 000 000 pour le Lot 2 et d'acceptation des conditions du marché	05
	TOTAL	100

15. Méthode de sélection du prestataire

Le score technique (St) minimum requis est de 0,8 soit 80 points / 100.

La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante : $Sf = 100 \times (Fm/Fp)$
Sf étant le score financier, Fm la proposition la moins-disante et Fp le montant de la proposition considérée.

Les points respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : T = 0,8 et F = 0,2.

Le score total est alors de : $ST = 0.8St + 0.2Sf$



16. Attribution

16.1 L'attribution du Marché se fera au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante, par combinaison des critères techniques et financiers conformément à l'article 50 al 1(b) du Décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques.

16.2 Un soumissionnaire peut soumissionner à plusieurs lots, mais ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

18. Visite des sites

Une (01) visite des sites est nécessaire à chaque candidat dès la publication de présent Appel d'Offres. Celle-ci fera l'objet d'une délivrance d'une attestation de visite de site signée par chaque Responsable de site ou son représentant.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Services des Appels d'Offres et des Contrats), sise au troisième étage de l'Ancien Immeuble Siège de la SCDP à Douala : Téléphone (+237) 233 40 54 45 (poste 12060) ou (+237) 696 85 40 15/670 53 06 96.

Les documents techniques et toute autre information à caractère technique peuvent être obtenus au siège de la SCDP à Douala, à la Direction Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (DQHSE), Téléphone : (+237) 698 24 50 36/670 82 63 49/679 50 15 05.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation de pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité des Marchés (MINMAP) (SMS ou appel) au numéro : (+237) 673 20 57 25/ (+237) 699 37 07 48, l'ARMP au numéro (+237) 694 20 67 89 ou la Comité de Lutte Contre la Corruption (CLCC) de la SCDP au numéro : (+237) 683 88 92 74/ (+237) 699 69 01 12.

Fait à Douala, le 06 MARS 2026

Le Directeur Général,

AMPLIATIONS :

- ARMP
- CIPM-SCDP
- Archives



MANZOUA VERONIQUE ESE MOAMPEA MBIO

30



Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers

Rue de la Cité Chardy - B.P. :2271/ 2272 Douala - Cameroun

Tél. : (237) 233 40 54 45 - 233 40 38 32

233 40 22 07 - 233 40 21 87

233 40 37 41 - 233 40 63 42

Fax : (237) 233 40 47 96

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER N° 03 /AONO/DG/DOHSE/SDSS/CIPM-SCDP/2026 OF 06 MARS 2026 RELATING TO SECURITY, MONITORING AND ACCESS CONTROL SERVICES OF SITES AND DEPOTS OF THE CAMEROON PETROLEUM DEPOTS COMPANY (SCDP).

FUNDING: SCDP 2026 and 2027 OPERATING BUDGET

1. Purpose of Call for Tenders.

To safeguard/secure installations, the General Manager of the Cameroon Petroleum Depots Company (SCDP) is launching, on behalf of the said organization, an Open National Call for Tenders (AONO) relating to guarding and supervision services as well as access control on SCDP sites and depots for 2026 and 2027.

2. Scope of services

The scope of services to be performed under this Call for Tenders are detailed as per the Terms of Reference (ToR) attached herein.

3. Project time frame

The maximum period provided by the Project Owner to carry out Services covered by this Call for Tenders is **twenty-four (24) months** for each batch, that is, twelve (12) months for the firm phase and twelve months for the conditional phase.

4. Allotment

Services under this Call for Tenders are subdivided into two (02) batches as detailed below:

BATCH N°	DESCRIPTION
1	Security, surveillance and access control services for homes, Sites and Depots of Douala for both 2026 and 2027
2	Security, surveillance and access control services for sites and depots of Yaounde, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundere, Garoua and Maroua for 2026 and 2027

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation for both years after preliminary studies, stands at four hundred and seventy-five million, six hundred and sixty-four thousand four hundred (475 664 400) all taxes included, distributed by batch as follows:

3



BAT CH N°	DESCRIPTION	Estimated cost including tax (in FCFA)
1	Security, surveillance and access control services for homes, sites and depots of Douala for 2026 and 2027	277,041,600
2	Security, surveillance and access control services for sites and depots of Yaounde, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundere, Garoua and Maroua for 2026 and 2027	198,622,800

6. Participation and origin

This Call for Tenders is open to all corporate citizens under Cameroonian law, with skills in fields related to the subject.

7. Funding

Services under this Call for Tender shall be financed by the SCDP 2026 and 2027 operating budget on the FOCD budget line.

8. Provisional bond

Under penalty of rejection, each bidder will attach to their administrative documents, a bid bond established by a first-class bank or financial organization approved by the Ministry in charge of finance. The list is found in Exhibit 12 of the Tender File, and valid for thirty (30) days after the original date of validity of offers amounting, per batch, to:

BAT CH N°	DESCRIPTION	Amount of bid bond (in FCFA)
1	Security, surveillance and access control services for homes, sites and depots of Douala for 2026 and 2027	6,000,000
2	Security, surveillance and access control services for sites and depots of Yaounde, Bafoussam, Bertoua, Belabo, Ngaoundere, Garoua and Maroua for 2026 and 2027	4,000,000

It must include a handwritten note jointly committing the said establishment in accordance with article 14 of the revised OHADA Uniform Act on organization of securities.

For SMEs with national capital and managers, the bid bond can be replaced by a legal mortgage.

9. Consultation of Tender File

The Tender File can be consulted during working hours in the offices of the General Affairs Department (Tenders and Contracts Service) located on the third floor of the former SCDP head office main building, Tel: (+237)233 40 54 45, Ext. 12060 or +(237) 696 85 40 15/ 670 53 06 96, upon publication of this Invitation to Tender.



The said Tender Document can also be consulted on the ARMP website: www.armac.cm, on the MINMAP COLEPS platform.

10. Acquisition of Tender File

Tender Documents can be obtained from the General Affairs Department ((Tenders and Contracts Service) located on the third floor of the former SCDP head office main building, P.O Box: 2271 Tel (+237) 233 40 54 45, Ext 12060 or (+237) 696 85 40 15/670 53 06 96/ Fax (+237) 233 40 47 96 upon publication of this Invitation to Tender and presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of one hundred and fifty thousand (150 000) FCFA payable into account N° 33598800001-89 titled "Special CAS-ARMP Account" opened in BICEC Agencies of regional capitals and cities of Limbe and Dschang.

11. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the various documents required in the administrative file must be produced in originals or copies certified by the issuing service or an administrative authority, in line with provisions of Special Regulations for Calls for Tenders (RPAO).

They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of offers or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

Any incomplete administrative file in as per requirements of the Tender File will be declared non-compliant and a period of forty-eight (48) hours will be granted to the bidder(s) to produce the said document(s).

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or an authorised financial institution will result in an outright rejection of the offer.

In the case where it is a group of companies, that required as part of this Call for Tenders is of joint type. Each member of the group must produce their complete administrative file. However, the bank domiciliation certificate, the bid bond, the purchase receipt for the tender file, and proof of financial capacity will only be produced by the group's representative.

12. Submission of bids

Each offer, written in French or English in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such and complying with requirements of the Tender Document, must be submitted in a sealed envelope, with no indication of the bidder's identity, against receipt on or before 26 MARS 2026 at 11 h00min local time, at the General Affairs Department (Tenders and Contracts Service) located on the third floor of the former SCDP head office main building, P.O Box: 2271 Tel (+237) 233 40 54 45 Ext. 12060 or +(237) 696 85 40 15/ 670 53 06 96 with the label:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER N° 03/AONO/DG/DQHSE/SDSS/CIPM-SCDP/2026 RELATING TO GUARDING, MONITORING AND ACCESS CONTROL



SERVICES OF SITES AND DEPOTS OF THE CAMEROON PETROLEUM DEPOTS COMPANY (SCDP)".

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION".

NB: In addition to the said envelopes, the bidder must attach one (01) USB key containing the BPU and the DOE encrypted in Excel and PDF version.

13. Opening of bids

Bids shall be opened in two (02) phases:

- a) The opening of administrative files and technical offers will initially take place on ~~24 MARS 2020~~ at ~~12 H~~ prompt local time, by the Internal Procurement Commission (CIPM) of the SCDP at the Douala head office, in the presence of bidders or their duly authorized representatives.
- b) Secondly, financial offers will be opened once the CIPM has adopted the analysis report for technical offers and will apply only to bidders having obtained the minimum technical score of 80 points/100.

14. Evaluation criteria

14.1. Eliminator criteria

Elimination criteria set minimum requirements to be met for admission to evaluation based on essential criteria.

They include:

❖ Administrative file

- Falsified document or false declaration;
- Absence of Bid bond in envelopes upon opening of bids;
- Absence or non-compliance of administrative document upon opening of Bids and non-regularization within time limit granted by the Commission for the said purpose;
- Absence of valid security guarding certification from the competent authority;
- Absence of a site visit certificate issued by Depot Managers or Managers of the sites involved.
- Bidder not under Real Tax Regime;

❖ Technical offer

- Failure to obtain 80% of essential criteria, i.e. non-validation of four (04) essential criteria out of five (05) based on a points assessment;
- No proof of financial capacity;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to comply with environmental clauses.



Financial offer

- Non-compliance of each of the following with models prescribed by the Tender File:
 - Framework for Unit Price Schedule (UPS);
 - Estimated price offer (DOE);
 - Unit Price Sub-Details (UPD) Framework;
- Absence of the financial submission letter signed and stamped during the opening of Offers and not regularized within the period granted by the Commission for this purpose;
- Absence of a quantified unit price.

14.2. Essential criteria

No.	CRITERIA	POINTS
I	Presentation of the bid	05
II	Service Provider references	30
III	Staff qualification	45
IV	Logistical means	15
V	Proof of financial capacity to the tune of FCFA 85 000 000 for batch 1 and FCFA 60 000 000 for batch 2 alongside proof of acceptance of contract terms	05
.	TOTAL	100

15. Service provider selection method

The minimum technical score (Ts) required is 0.8 or 80 points/100.

The formula used to establish financial scores is: $F_s = 100 \times (F_m/F_p)$

F_s being the financial score, F_m the lowest bidder and F_p the amount of the bid considered.

Respective points attributed to technical and financial proposals include: $T = 0.8$ and $F = 0.2$.

Therefore, the total score is: $TS = 0.8T_s + 0.2F_s$

16. Contract award

16.1 The Contract will be awarded to the bidder with the lowest evaluated offer by combination of technical and financial criteria in accordance with article 50 al 1(b) of Decree N°2018/355 of June 12, 2018 laying down common rules applicable to public company contracts.

16.2 Bidders may bid for several lots but cannot be awarded more than one (01) lot.



17. Validity period of offers

Bidders shall be bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline for submitting bids.

18. Site visit

A site visit is required for each candidate upon publication of this Call for Tenders. This will be subject to the issuance of a site visit certificate signed by each Site Manager concerned or his/her representative.

19. Further Information

Additional information can be obtained during working hours and days at the Directorate of General Affairs (Tenders and Contracts Service), located on the third floor of the former SCDP head office main building in Douala: Telephone (+237) 233 40 54 45 (ext. 12060) or +(237) 696 85 40 15/ 670 53 06 96.

Technical documents and other technical information may be obtained at the SCDP head office in Douala, in the Department Quality, Hygiene, Safety and Environment (DOHSE), Telephone: (+237) 698 24 50 36/670 82 63 49/679 50 15 05.

20. Fight against corruption and ill practices

To denounce corrupt practices or acts, please call CONAC via 1517, the Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) via: (+237) 673 20 57 25/ (+237) 699 37 07 48, ARMP via (+237) 694 20 67 89 or the Committee for the Fight Against Corruption (CLCC) of SCDP via the number: (+237) 683 88 92 74/ (+237) 699 69 01 12.

Done in Douala, on 06 MARS 2026

The General Manager,

COPIES:

- ARMP for publication
- Chairman, CIPM-SCDP
- Archives



MANZOUA Veronique MOAMPEA MBIO